

REGARDS SUR LES CENT ANS ECOULES DEPUIS LA CREATION DES « ECHOS »

1908-2008 : ce que l'économie retiendra

Le siècle passé a posé beaucoup de questions aux économistes. Des problèmes nouveaux comme l'inflation ou le chômage, des problèmes anciens comme... le développement durable. Ils ont proposé des solutions efficaces comme la banque centrale, et d'autres catastrophiques comme la planification soviétique. Deux économistes, Jean-Claude Casanova et Antoine d'Autume, dialoguent sur ce que leurs prédécesseurs ont découvert, appris ou méconnu. Leçon centrale : vive l'innovation !

PROPOS RECUEILLIS PAR
HENRI GIBIER ET JEAN-MARC VITTORI

Comment les économistes voient-ils le monde en 1908, au moment où naissent « Les Echos » ?

JEAN-CLAUDE CASANOVA.

Nous sommes à l'époque de la première mondialisation. Le libre-échange a progressé. Adam Smith triomphe. Dès le XVIII^e siècle, cet économiste avait senti que la division du travail dégagerait des gains d'échelle colossaux. Et, pour accroître ces gains, la production devrait déborder les frontières nationales. Karl Marx, admirateur du marché mondial, parviendra aux mêmes conclusions un siècle plus tard. Comme John Stuart Mill. Au début du XX^e siècle, le consensus entre économistes sur le libre-échange règne.

ANTOINE D'AUTUME. Je me demande quelle idée on avait du fonctionnement du marché, au-delà de quelques intuitions. Léon Walras, qui a formalisé l'équilibre général né de la confrontation de l'offre et de la demande, enseignait en Suisse. Ses travaux étaient inconnus en France. En Angleterre aussi, d'ailleurs. La macroéconomie n'existait pas. On ne raisonnait pas avec des catégories qui paraissent évidentes au-

jourd'hui, comme le niveau des prix ou la quantité de monnaie.

C'est donc une période d'optimisme inconscient ?

J.-C. C. Il y a tout de même deux sujets d'inquiétude. D'abord, la possibilité des crises. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les économistes en ont observé toute une série. Des crises agricoles, financières... Mais ils n'en ont pas encore d'interprétation. Ensuite, on observe des pulsions protectionnistes – en France avec les lois Méline, en Allemagne, aux Etats-Unis... Constatant cette tentation, l'italien Vilfredo Pareto, à Lausanne, arrête de faire de l'économie ! Il avait démontré que le libre-échange comme la concurrence permettent d'arriver à l'optimum – là où on ne peut accroître la satisfaction d'un individu sans réduire celle d'un autre. Mais les hommes rejettent cette voie pourtant rationnelle. Pareto estime donc que l'économie ne suffit pas pour comprendre le monde, et il se met à son « Traité de sociologie ».

Survient la guerre en 1914. Que change-t-elle pour les économistes ?

J.-C. C. C'est un choc énorme. La guerre se traduit par une inflation galopante, après un XIX^e siècle marqué par une grande stabilité monétaire. En 1914, le franc avait la même valeur en or qu'au temps de Napoléon ! Le conflit, où les économies sont pour la première fois entièrement mobilisées, ruine cette stabilité. Le gouvernement émet massivement de la monnaie pour payer des armes et des soldats. Rien à voir avec les guerres napoléoniennes, achevées avec des

budgets équilibrés ! En provoquant la hausse des prix, cette création monétaire remet en cause le système de change. C'est la fin de l'or monnaie mondiale. De nou-

velles difficultés apparaissent : comment définir le change ? Comment résorber l'inflation ? Dans l'entre-deux-guerres, le débat est dominé par l'analyse monétaire et par celle du chômage de crise.

D'autant plus qu'il y a eu le krach financier de 1929, sans précédent !

J.-C. C. L'incompréhension des liens entre la monnaie et l'économie est au cœur de cette crise. A l'époque, les autorités monétaires ont restreint la quantité de monnaie au lieu de l'accroître, ce qui a transformé la récession en crise générale. Les économistes ne comprennent pas vraiment ce qu'est la monnaie.

A Sciences po, Charles Rist enseigne qu'elle n'est pas de même nature que le crédit : il n'a pas conscience du fait que c'est une créance similaire. John Maynard Keynes, lui, pressent le rôle de la quantité de monnaie et accepte l'inflation et le déficit pour relancer la demande.

A. d'A. Keynes a été peu compris en France, même après-guerre, pour des raisons symptomatiques de l'université. Jugeant sa théorie un peu boiteuse et pas assez générale, ils ont manqué le point de vue novateur.

J.-C. C. De plus, les Français n'aimaient pas Keynes... qui le leur rendait depuis le traité de Versailles. En Allemagne, il en va autrement. Avec l'effort de guerre massif et le contrôle des changes, Adolf Hitler et son ministre de l'Economie Hjalmar Schacht pratiquent le soutien de la demande que préconise Keynes. Dans la préface allemande de sa « Théorie générale », Keynes célèbre d'ailleurs le redressement allemand.

A cette époque, quelles sont les autres économistes remarquables ?

A. d'A. Le Norvégien Ragnar Frisch. Comme Keynes, c'est l'un des pionniers de la macroéconomie. Il cherche à répondre à la crise de 1929 avec des constructions intellectuelles étonnantes où il explique que l'Etat doit planifier l'économie en « mimant le marché ». Et il fonde l'économétrie moderne, qui associe des modèles mathématiques à des séries statistiques pour analyser les phénomènes économiques. Ses modèles fonctionnent sur le principe impulsion-propagation. L'économie fonctionne un peu comme un cheval à bascule à qui l'on donne un coup de pied, et qui finit par avoir des fluctuations à peu près régulières. On pourrait aussi citer Joseph Schumpeter.

J.-C. C. Schumpeter est le grand théoricien de la croissance. Sa lecture de la guerre de 1914-1918 est également intéressante. Il croit au capitalisme, mais il croit aussi qu'il faut un cadre politique pour assurer son fonctionnement. Il interprète la Grande Guerre comme la persistance d'un ordre féodal en Allemagne. Au contraire de Lénine, pour qui la guerre est le fruit du stade suprême du capitalisme.

A. d'A. Tout ce que l'on a redécouvert récemment dans les théories de la croissance se réfère à Schumpeter. Il dissèque la dynamique du capitalisme, avec les concepts de « destruction créatrice » et de « grappes d'innovations ». Cette compréhension ne l'empêchait pas d'être pessimiste. Il croyait inéluctable l'avènement du socialisme, en le regrettant. Il redoutait qu'il n'y ait plus de place pour les entrepreneurs.

J.-C. C. Schumpeter est plus clairvoyant que Keynes. Il remet l'économie dans le mouvement historique et donne plus d'importance au progrès technique. Comme Pareto, il comprend l'économie, mais sait qu'elle ne peut pas tout expliquer. Il peut se tromper aussi. L'idée que la propriété d'une entreprise compte moins que son management s'est épanouie après-guerre, et Schumpeter s'y était rallié. Or, depuis

trente ans, on voit revenir très fort le rôle de l'actionnaire.

A. d'A. Alors que ce rôle de l'actionnaire qui cherche à maximiser son profit est conforme à l'économie la plus orthodoxe !

Après la Seconde Guerre mondiale, quelles sont les tendances ?

J.-C. C. C'est le triomphe de Keynes. Partout, l'Etat régule la demande globale... Mais, dès 1950, Milton Friedman explique que cette gestion conduira à des taux de change flexibles : on ne peut pas avoir à la fois des pilotages différents dans chaque pays et des changes fixes ou ajustables par le FMI. Or la lutte contre la volatilité était l'une des priorités de Keynes.

A. d'A. Nous avons fini par retrouver des taux de change flexibles. Mais ils ne sont jamais stabilisés, à l'inverse de ce que croyaient les tenants de ce système. L'équilibre n'est pas tranquille.

J.-C. C. Au-delà, la nouveauté se passe en Asie. Privés de leurs colonies en Mandchourie riches en charbon, les Japonais doivent importer du pétrole. Ils décident alors de transformer leur industrie navale militaire en industrie civile et font, ainsi, de leur pays une puissance exportatrice. Ce modèle a été repris dans le reste de l'Asie. Les économistes qui avaient expliqué à l'Amérique latine qu'il fallait faire de l'économie autocentrée, les keynésiens hongrois qui ont prôné le socialisme en Inde seront ridiculisés par la croissance asiatique fondée sur la spécialisation mondiale.

A. d'A. Avec une expérience différente, la France a elle aussi connu le succès pendant les Trente Glorieuses, avec une modernisation forte, encadrée par l'Etat avec un commissariat du Plan qui était un lieu de réduction du champ des possibles, d'harmonisation des anticipations...

Qu'ont appris les économistes du communisme et de son échec ?

A. d'A. Dans l'entre-deux-guerres, certains comme Oskar Lange avançaient l'idée d'une équivalence formelle entre une économie planifiée et une économie de marché. Les économistes n'avaient pas d'arguments théoriques pour distinguer l'une de l'autre. La supériorité de l'économie de marché est clairement apparue quand ils ont commencé à introduire la notion d'information, d'asymétrie de cette information, d'incitations. L'échec du communisme montre qu'on ne peut pas négliger ces facteurs.

J.-C. C. Cette notion d'information était absente de la planification soviétique, qui négligeait le consommateur. La planifica-

tion française souffrait d'ailleurs de la même faiblesse. Je me souviens d'avoir entendu, tout jeune, le commissaire au Plan expliquer que le téléphone n'était pas très utile et qu'il convenait donc d'abaisser le taux de croissance prévu dans ce secteur de 9 % à 6 %... Aujourd'hui, le triomphe de la démocratie, plus que celui du marché, fait que ce genre de gestion n'est plus possible. Cela dit, les économistes sont d'une certaine façon au service de la démocratie. Ils condamnent les ententes et les rentes. Ils sont aussi des trublions qui imposent des bouleversements permanents.

La science économique n'est-elle pas redevenue beaucoup plus classique après les guerres et les hétérodoxies du siècle passé ?

J.-C. C. L'historien Jean Baechler a titré « La Grande Parenthèse » un livre portant sur la période 1914-1989. Nous sommes effectivement revenus vers une période beaucoup moins étrange.

A. d'A. Nous avons désormais deux grands débats. Le premier porte sur l'origine des écarts entre les taux de croissance d'un pays à l'autre. Le second porte sur le libre-échange. C'est le retour à un débat ancien, où les positions sont souvent caricaturées. Dans leur grande majorité, les économistes pensent que le libre-échange est une bonne chose. Mais ils n'ont jamais soutenu que tout le monde y gagne ! Le libre-échange fait disparaître des industries et des emplois dans certains secteurs. En revanche, les économistes expliquent qu'il est possible de compenser les perdants.

J.-C. C. Les économistes comprennent mieux ce qui se passe, mais leurs apports sont souvent incompris. J'ai été frappé par une histoire de Paul Samuelson. Ce célèbre professeur d'économie faisait partie du très élitiste club des Fellows à Harvard. Un jour, un grand physicien lui demande s'il y a une idée originale en économie. Samuelson ne sut quoi répondre. Mais, le lendemain, il avait trouvé la réponse : la théorie de l'avantage comparatif. Même si vous savez réparer votre voiture mieux que votre garagiste, vous avez intérêt à le laisser faire. Même un pays qui sait tout faire mieux que les autres a intérêt à commercer. C'est une idée contre-intuitive.

La puissance de l'innovation technique a-t-elle bien été analysée ?

A. d'A. Pas toujours ! Au moment des

Trente Glorieuses, où la France croissait de 5 % l'an, beaucoup d'économistes ont cru que ce rythme serait éternel. Ils n'ont pas vu que la France rattrapait son retard. Autre cécité : au début des années 1990, nombre d'experts prévoient un sombre avenir à l'Amérique. Juste avant que les innovations nées des technologies de l'information ne lui donnent un coup d'accélérateur. Le progrès technique reste souvent, dans l'analyse, un résidu, qui intervient après le travail et le capital. Les nouvelles théories de la croissance ont tenté d'expliquer le rôle de ce résidu, avec une série de travaux sur la rentabilité de l'innovation. Il y a aussi les recherches sur l'éducation, avec la mise en avant du capital humain. Ces éclairages restent cependant partiels.

J.-C. C. Dès que l'on s'inscrit dans le long terme, la science économique se sent un peu seule pour expliquer la croissance, comme le faisait remarquer Edmond Malinvaud. Elle a besoin d'interprétations historiques et sociologiques. On l'a vu avec le problème de la transition après le stalinisme. Cet élargissement est indispensable pour répondre à une série de questions. Pourquoi les Pays-Bas sont-ils devenus les plus riches en Europe à la Renaissance ? Pourquoi la Chine va-t-elle aujourd'hui plus vite que d'autres ?

Dans la finance, y a-t-il des domaines où l'influence des économistes a été très forte ?

A. d'A. Oui, dans la décision d'accorder l'indépendance aux banques centrales pour mieux contrôler l'inflation. C'est dans la droite ligne des travaux d'Edward Prescott et Finn Kydland, qui ont reçu le prix Nobel en 2004 pour leurs travaux sur la politique monétaire, et de ceux de Robert Barro et David Gordon. Selon eux, l'indépendance est nécessaire à la crédibilité – même si l'on commence à se rendre compte que cette recherche de crédibilité n'est pas toujours l'essentiel.

J.-C. C. Ce courant de recherche suppose que le système financier devient de plus en plus rationnel au fur et à mesure qu'il se développe. Ce qui se passe aujourd'hui avec le crédit immobilier aux Etats-Unis et les situations délicates de certains « hedge funds » confirme plutôt les idées d'Irving Fisher au début des années 1930 quand il essayait d'expliquer les crises : plus il y a de crédit, plus il y a de risques... et plus grande est la probabilité de la chute.

A. d'A. La finance est un ex-

cellent exemple des progrès et des limites de l'analyse économique. Nous avons beaucoup avancé dans l'évaluation du risque. Mais il y a aussi

des effets systémiques. Si tout le monde emploie les mêmes modèles, le système marche mal – ce qui est conforme à la théorie des anticipations rationnelles. L'hypothèse de l'« Homo economicus » rationnel est aussi remise en cause. L'histoire de la finance compte beaucoup de chapitres. Et le dernier, c'est toujours que la régulation ne marche pas bien !

L'économie peut-elle être compatible avec l'écologie ?

A. d'A. Le développement durable renvoie aux économistes des questions qu'ils connaissent bien. La première, c'est l'épuisement des ressources naturelles, une thématique largement explorée par les économistes dès le XIX^e siècle. La deuxième, c'est la détermination des vrais besoins de l'homme. Kenneth Arrow a beaucoup travaillé sur ces questions. La troisième, c'est celle des instruments de mesure, pour prendre en compte la production mais aussi la destruction. Il y a là des modélisations qui amènent à des conclusions assez convaincantes. Les économistes ont aussi proposé des outils qui permettent d'avancer, comme les marchés de droits à polluer.

J.-C. C. Il faut « internaliser les externalités », prendre en compte les effets positifs mais aussi négatifs de l'activité humaine. Alfred Marshall le disait déjà il y a un siècle !

Qui restera l'économiste du XX^e siècle ?

J.-C. C. Keynes, hélas ! Avec la vulgate keynésienne consistant en la nécessité d'accroître le déficit, de relever les salaires et de baisser les taux d'intérêt, il sera populaire jusqu'à la fin des temps ! Plus sérieusement, il marque l'irruption des économistes sur la scène politique.

A. d'A. La question m'avait été posée quand je passais ma thèse. Je n'avais pas répondu Keynes, mais Walras. Je pense encore aujourd'hui que l'apport walrasien a été plus fécond pour la science économique.

L'histoire de la finance compte beaucoup de chapitres. Et le dernier, c'est toujours que la régulation ne marche pas bien !

A. d'Autume

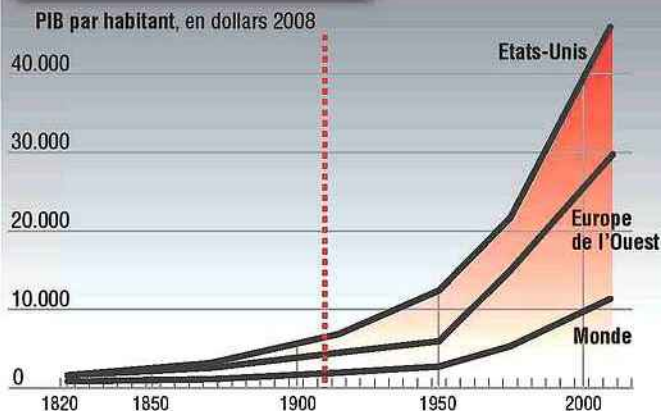
Qui restera l'économiste du XX^e siècle ? Keynes, hélas ! Avec la vulgate keynésienne consistant en la nécessité d'accroître le déficit, de relever les salaires et de baisser les taux d'intérêt, il sera populaire jusqu'à la fin des temps !

J.-C. Casanova

Jean-Claude Casanova, soixante-quatorze ans, enseigne à Sciences po et dirige la revue « Commentaire ». Ce professeur d'économie a aussi travaillé en cabinet ministériel. Il a notamment supervisé l'édition française de l'« Histoire de l'analyse économique » de Joseph Schumpeter, et, avec Maurice Lévy-Leboyer, l'ouvrage « Entre l'Etat et le marché. L'économie française des années 1880 à nos jours » (Gallimard, 1991).

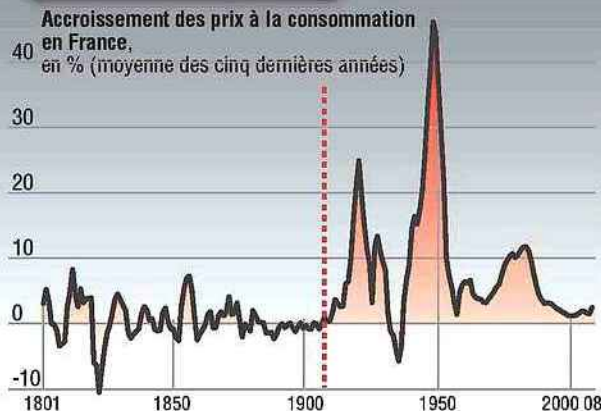


Le siècle de la croissance



idée / Sources : «L'Economie mondiale», Angus Maddison, OCDE (2006) ; FMI

Le siècle de l'inflation



Source : CGPC d'après Lévy-Leboyer et INSEE

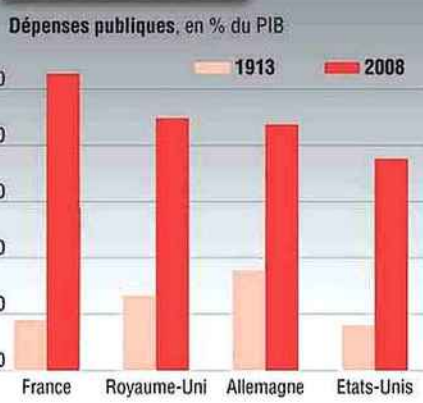
Au XIX^e siècle, l'inflation n'existait pas et la croissance se traînait. Depuis, les économistes tentent de comprendre ce qui a changé.



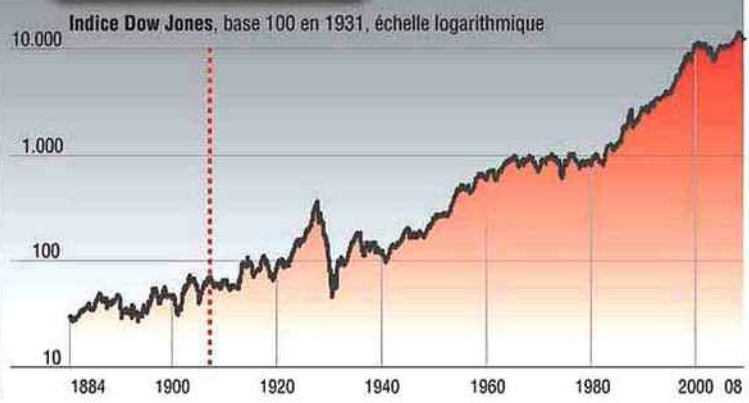
Antoine d'Autume, cinquante-huit ans, est professeur d'économie à l'université Paris-I, chercheur au Centre d'économie de la Sorbonne (EUREQua) et vice-président du conseil d'administration de l'École d'économie de Paris. Ce polytechnicien macroéconomiste qui a choisi l'université a beaucoup creusé les questions de la croissance, de la durée du temps de travail et des conséquences du vieillissement de la population.



Le siècle de l'Etat



Le siècle de la finance



Idé / Sources : «L'Economie mondiale», Angus Maddison, OCDE (2006) ; prévisions OCDE

Au cours des dernières décennies, l'Etat est devenu un acteur économique central. Et l'envol de la Bourse reflète celui de la finance.

Douze économistes pour comprendre le siècle

Les dates indiquées correspondent à la publication du texte de référence sur le sujet mentionné en gras dans la notice

1906

Vilfredo Pareto



Ingénieur de formation, l'Italien Vilfredo Pareto (1848-1923) devient économiste puis sociologue. Il définit l'optimum économique comme une situation où le bien-être d'un individu ne peut pas augmenter sans réduire celui d'un autre individu. Son approche constitue le **fondement de la microéconomie** moderne.

1911

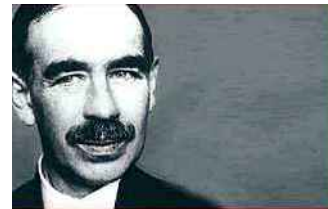
Joseph Schumpeter



Formé à Vienne avant d'émigrer en Angleterre puis aux Etats-Unis, l'Autrichien Joseph Schumpeter (1883-1950) montre le **rôle de l'innovation et de l'entrepreneur** dans la dynamique de l'économie, et donc la croissance. Il théorise aussi la « destruction créatrice » et tente d'expliquer les cycles conjoncturels.

1936

John Maynard Keynes



Logicien, fondateur de théâtre, boursicotier richissime, l'Anglais John Maynard Keynes (1883-1946) analyse le rôle de la monnaie et promeut l'intervention de l'Etat. Il pose les **fondements de la macroéconomie** en passant de l'équilibre au déséquilibre, de l'offre à la demande, du micro au macro.

1937

Ronald Coase



En 14 pages, le Britannique Ronald Coase, né en 1910, explique pourquoi l'entreprise existe : c'est parce qu'elle permet d'économiser les **coûts de transaction** du marché. Il a ainsi contribué à créer l'économie des institutions. Ses réflexions sont aussi à l'origine de la création des marchés de droits à polluer.

1944

Karl Polanyi



Philosophe et juriste de formation, le Hongrois Karl Polanyi (1886-1964) analyse l'histoire du capitalisme depuis le XVIII^e siècle. Sa **dénonciation du marché autorégulateur** postule que la terre, le travail et la monnaie ne peuvent pas être régis par les seules lois du marché, à l'inverse des marchandises.

1944

Friedrich von Hayek



Formé à Vienne avant de partir à Londres, l'Autrichien Friedrich August von Hayek (1889-1992) estime que la politique keynésienne de relance ne peut aboutir qu'à l'inflation. Il réinvente la **théorie du libéralisme** en rejetant une intervention systématique de l'Etat jugée nuisible à la liberté des individus.

1948**Paul Samuelson**

Universitaire américain né en 1915, Paul Samuelson veut unifier la science économique en réalisant la **synthèse néoclassique**, entre classiques et keynésiens, entre micro et macro, entre théorie et économétrie. C'est aussi un remarquable pédagogue – et le symbole d'une science devenue largement américaine.

1972**Robert Lucas**

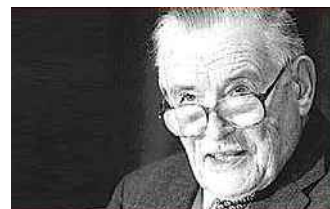
Nous essayons de prévoir l'avenir de manière logique : c'est le grand apport de l'Américain Robert Lucas, professeur à l'université de Chicago né en 1937, avec sa théorie des **anticipations rationnelles**. Il met ainsi en évidence le rôle de l'information dans l'économie et le péril de l'action publique.

1956**Milton Friedman**

Pour comprendre la crise de 1929, l'Américain Milton Friedman (1912-2006) réhabilite le **monétarisme**. La récession a été très sévère parce que la Réserve fédérale des Etats-Unis a réduit la quantité de monnaie en circulation. Il montre aussi que la consommation dépend du revenu « permanent » et non « courant ».

1981**Daniel Kahneman**

Psychologue de formation, l'Israélo-Américain Daniel Kahneman est un pionnier de l'**économie comportementale**. Il explique les schémas mentaux rarement rationnels selon lesquels les individus prennent des décisions en situation d'incertitude. Derrière se profile le champ prometteur de la neuroéconomie.

1962**James Buchanan**

Docteur de l'université de Chicago, James Buchanan, né en 1919, rejette l'idée que l'Etat ne s'occupe que de l'intérêt général. Dans sa théorie des **choix publics**, il montre que l'électeur agit comme le consommateur, pour maximiser ses services publics. L'économie permet donc de comprendre l'action de l'Etat et la politique.

1990**Paul Romer**

Pour Paul Romer, professeur américain de l'université de Stanford né en 1955, le progrès technique ne vient pas du hasard mais de l'effort de recherche. Sa théorie de la **croissance endogène** donne ainsi un nouveau rôle à l'Etat. Selon Romer, on sous-estime toujours le potentiel des idées nouvelles.